

La Francophonie, un projet au service de l'ambition impérialiste française

mardi 22 octobre 2024, par [BORREL Thomas](#), [DIOP Boubacar Boris](#), [NDIAYE Khadim](#), [TOBNER Odile](#), [TRAORE Aminata](#) (Date de rédaction antérieure : 4 octobre 2024).

Le 19^e sommet de la Francophonie se déroule ces 4 et 5 octobre 2024 à Villers-Cotterêts, en France. Dans cette tribune, Thomas Borrel, Boubacar Boris Diop, Khadim Ndiaye, Odile Tobner et Aminata Dramane Traoré dénoncent l'ADN colonial de l'Organisation internationale de la francophonie et le double discours de l'institution sur les droits humains.

« *L'unité du langage entraîne peu à peu l'union des volontés* », écrivait en 1904 le géographe Onésime Reclus, ajoutant : « *Nous avons tout simplement à imiter Rome qui sut latiniser, méditerranéiser nos ancêtres, après les avoir domptés par le fer.* » C'est bien en ces termes que fut théorisée la « Francophonie » par celui qui forgea ce néologisme. Celle-ci serait « *tout à la fois un espace de résistance et de reconquête* », expliquait pour sa part le président Emmanuel Macron au sommet de Djerba, en 2022¹. Plus d'un siècle sépare ces deux citations, dont la juxtaposition illustre l'ambiguïté coloniale qui persiste chez celles et ceux qui vont célébrer la Francophonie lors du sommet de Villers-Cotterêts.

Loin de nous l'idée de contester l'intérêt d'avoir au moins une langue en commun pour échanger en étant dans différents pays, sur différents continents. D'ailleurs, nous ne nous en privons pas. Mais la Francophonie représente bien plus que cela : c'est un projet politique mu par la vieille [ambition impérialiste française](#).

Façonner l'imaginaire politique

Dans nombre de pays, la Francophonie, c'est avant tout la promotion d'une langue coloniale, qui continue de façonner la manière de penser, de s'exprimer et de vivre le monde. C'est aussi l'affirmation d'un élitisme forcené puisque, face aux langues locales, l'usage familial du français concerne souvent une frange limitée de la population, avant tout urbaine et généralement plus aisée. Lorsque cette langue est celle de l'administration, des bourses d'études et des crédits de recherche, les élites politiques et économiques proviennent donc le plus souvent de ces milieux restreints où le français est très tôt devenu une seconde langue maternelle, voire la langue privilégiée. La reproduction des élites y prend ainsi une dimension linguistique qui façonne l'imaginaire culturel et politique... en cultivant un fort arrimage culturel à la France.

C'est d'ailleurs l'intention, même pas cachée, des promoteurs et promotrices de la Francophonie à Paris. « *Maintenant que nous avons décolonisé, notre rang dans le monde repose sur notre force de rayonnement, c'est-à-dire avant tout sur notre puissance culturelle* », reconnaissait le général de Gaulle en 1966. « *La Francophonie prendra un jour le relais de la colonisation ; mais les choses ne sont pas encore mûres* », précisait-il². Elles le sont devenues.

De nos jours, chaque rapport parlementaire français sur les relations franco-africaines est l'occasion

de rappeler l'importance de la diffusion de la langue et de la culture française qui permet, comme l'écrivent en 2018 les députés Michel Herbillon et Sira Sylla, de « *créer les conditions d'un rapprochement profond et sur le temps long, de liens quasi émotionnels, d'une intimité qui peut s'avérer décisive en matière diplomatique* ». Car, rappellent-ils, « *si le travail de chancellerie permet d'avoir des "alliés", la diplomatie culturelle permet de se faire des "amis"* »³.

Instrument de puissance culturelle

Et l'amitié peut - et doit - payer. C'est Jacques Attali qui l'explique le mieux, dans son rapport remis il y a dix ans au président Hollande, sur la « Francophonie économique ». Il y insiste sur la « *corrélation entre la proportion de francophones dans un pays et la part de marché des entreprises françaises dans ce pays* » et propose de créer à terme une « *Union économique francophone aussi intégrée que l'Union européenne* »⁴. Un grand marché commun au centre duquel rayonnerait la France.

La mise en œuvre d'un projet politique nécessitait bien une institution multilatérale derrière laquelle dissimuler les ambitions françaises. « *La Francophonie est une grande idée* », expliquait le général de Gaulle en Conseil des ministres en 1963, ajoutant toutefois une précaution stratégique : « *Il ne faut pas que nous soyons demandeurs.* » Une mythologie savamment entretenue voudrait que la création, en 1970, de l'Agence de coopération culturelle et technique, ancêtre de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), ait été initiée par le président sénégalais [Léopold Sédar Senghor](#) et quelques autres. C'est oublier opportunément l'impulsion donnée par de Gaulle et par son Premier ministre Georges Pompidou, qui créa dès 1966 un « Haut Comité pour la défense et l'expansion de la langue française » en mobilisant justement son ami de jeunesse Senghor.

L'OIF est devenue l'outil dont la France avait besoin pour essayer de continuer de peser sur la scène internationale : un instrument de puissance culturelle, dont Paris assure la plus grosse part du budget et organise l'agenda politique, tout en prenant soin de ne jamais placer un Français à sa tête - toujours ce soin de ne pas être « demandeurs ».

Air de déjà vu

Outre les objectifs de diffusion culturelle et linguistique et de développement économique, l'OIF vise officiellement à « *promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme* ». Car le rayonnement français entend se faire aussi sur le plan des « *valeurs* » que Paris brandit régulièrement, comme pour mieux faire oublier les terribles compromissions de sa politique étrangère, notamment en Afrique et au [Moyen-Orient](#). L'OIF reprend ainsi à son compte l'hypocrisie de la France, et son discrédit croissant sur le continent africain. Ses opérations « d'observation » de scrutins sont réputées pour le blanc-seing qu'elles offrent aux plus sinistres farces électorales. Le vernis « pro-démocratie » de l'institution ne sert qu'à légitimer certains des pires régimes de la planète, pourvu qu'ils torturent en français.

Toute cette mascarade du sommet de Villers-Cotterêts est d'autant plus pénible qu'on nous fait déjà, comme lors du « nouveau » sommet Afrique-France de Montpellier il y a trois ans, la promesse d'un format « *innovant* », avec de « *jeunes entrepreneurs* » et « *créateurs* ». [Comme à Montpellier](#), le sens du spectacle nécessitera sans doute quelque interpellation intrépide, pour montrer que l'OIF n'a pas peur de se moderniser.

Mais cette fois il ne sera même pas question des autres piliers de l'impérialisme français, tels que [l'armée](#) ou la [monnaie](#), et on entend déjà clamer la nécessité de réformes destinées à donner

encore plus de poids politique à la Francophonie, en feignant de croire qu'elle peut être une piste de solution au problème qu'elle symbolise depuis toujours.

Thomas Borrel

Boubacar Boris Diop

Khadim Ndiaye

Odile Tobner

Aminata Dramane Traoré

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

afriqueXXI

<https://afriquexxi.info/La-Francophonie-un-projet-au-service-de-l-ambition-imperialiste-francaise>